

Dans le cadre du Salon du livre et des cultures à Luxembourg-ville
le samedi 7 mai 2022

M. Jacques FAURE

**Quelle politique pacifique de l'Europe
face à l'agression militaire russe contre l'Ukraine ?**

Le président de l'association Ad Pacem servandam (Pour la Paix et contre la guerre) M. Claude Pantaleoni remercie le conférencier M. Jacques FAURE d'avoir accepté l'invitation. M. Jacques Faure est un **ancien diplomate français** qui a servi dans l'Administration centrale au ministère des Affaires étrangères. Il a été sous-directeur d'Europe orientale, directeur adjoint de la coopération européenne et directeur d'Europe continentale. Jusqu'en 2014, il était co-président français dans le groupe de Minsk de l'OSCE sur le Haut-Karabagh. Il a été ambassadeur de France dans plusieurs pays d'Europe de l'Est et à Kiev, de 2008 jusqu'à 2011.

Le président de l'association Ad Pacem rappelle combien il était difficile **en 2017**, quand celle-ci fut créée, de qualifier la guerre au Donbass d'invasion russe et l'annexion de la Crimée contraire au droit international. Alors que tous les conférenciers et réfugiés ukrainiens, invités par l'association, ont depuis affirmé haut et fort que le conflit armé dans leur pays concernait toute l'Europe, la plupart des Européens ont continué à le nier, estimant que c'était une sorte de guerre civile où des indépendantistes ou séparatistes russophones voulaient détacher leur territoire du reste de l'Ukraine. En même temps, la plupart des Européens, des hommes politiques et des responsables en sécurité européenne sont conscients, depuis des années, que le président russe abolit toutes les libertés dans son pays et se comporte comme un dictateur. Mais qu'il envahisse militairement l'Ukraine, c'est ce à quoi la plupart ne s'attendaient pas.

Depuis la **chute du mur de Berlin en 1989**, et après des années de coexistence plus ou moins supportables, l'Europe vit depuis le 24 février 2022 **sa plus grande crise avec la Russie**. C'est pour comprendre les raisons manifestes de cette crise, pour la plupart longtemps voilées aux Européens, que les responsables de l'association Ad Pacem servandam ont invité M. Jacques Faure, un spécialiste sur la question, à donner ses réponses au sujet énoncé

par le titre de la conférence : « Quelle politique pacifiste de l'Europe face à l'agression militaire russe contre l'Ukraine ? ».

Avant d'en venir à l'agression militaire proprement dite, M. Faure rappelle **deux citations** qui lui sont importantes. L'une est de **Paul Valéry** : « La guerre est faite par des gens qui ne se connaissent pas, mais elle est organisée par des gens qui se connaissent. » L'autre qui est tirée du **préambule de l'Acte fondateur de l'UNESCO** dit que « la guerre est dans l'esprit des hommes ». Et pour M. Faure c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut essayer de la combattre.

Le **21 février 2022**, **M. Poutine annonça** aux Russes, sur les chaînes de télévision du pays, le début d'une opération militaire spéciale pour porter secours aux Russes et aux russophones du Donbass qui seraient menacés de génocide par le pouvoir nazi de Kiew. Pour cela, il fixa **trois objectifs** pour l'Ukraine: la **démilitariser**, la **dénazifier** et la **restructurer**. En disant cela, M. Poutine est pour M. Faure un menteur qui ne fait que se moquer du monde. Et l'intervenant montra dans son exposé, point par point, le non-fondé des affirmations du président russe.

En ce qui concerne la **démilitarisation**, M. Faure dit que l'Union soviétique a existé formellement comme Etat de 1922 jusqu'à sa chute fin 1991. Autour de la république socialiste de Russie, il y avait alors quinze autres républiques soviétiques dont une était l'Ukraine. En 1991, à la fin de la présidence de Michael Gorbatschow, tour à tour les républiques soviétiques ont décidé de devenir indépendantes. La république russe est devenue la **Fédération de Russie** qui prétend aussi être la **seule héritière juridique de l'Union soviétique**. Mais se pose aussi, avec la disparition de l'Union soviétique, le **partage de l'héritage** de cette union. Du temps de l'URSS, l'Ukraine avait représenté environ 40% du potentiel industriel et 35% de son héritage agricole. Et sur le territoire de la république socialiste soviétique de l'**Ukraine**, d'importantes industries avaient été implantées dans le domaine de l'**acier**, de la **sidérurgie**, de la **chimie** et tout un **complexe militaro-industriel** qui servait l'armée. La puissance militaire de l'URSS devait beaucoup à ces industries ukrainiennes ; ainsi étaient fabriquées à Dnipropetrovsk (aujourd'hui Dnipro) les fusées intercontinentales SS 24 et SS 25. Près de Kiew, les plus gros transporteurs de l'aéronautique étaient construits dans les usines Antonov. Se trouvait aussi en Ukraine tout un **arsenal nucléaire de l'Armée rouge** dont environ mille trois cents fusées intercontinentales avec autant d'ogives nucléaires. Par **un accord en 1994**, toutes les anciennes républiques soviétiques qui étaient devenues indépendantes se mirent d'accord avec la

Fédération de Russie pour restituer tout l'arsenal nucléaire sur leur territoire. En contrepartie, la Fédération de Russie signait avec l'Ukraine un accord bilatéral par lequel elle respectait la **souveraineté** de l'Ukraine et son **intégrité territoriale dans ses frontières existantes**. Et elle s'engageait de ne pas recourir à des pressions politiques ou économiques, ou à la force contre l'Ukraine pour la contraindre dans ses orientations politiques.

En **1997**, dans un deuxième accord important entre la Russie et l'Ukraine, la **flotte soviétique de la Mer Noire** stationnée à Sébastopol prévoyait le **partage** entre les deux pays des cent trente unités navales. Environ cent navires (les meilleurs selon M. Faure) allaient à la Russie et le reste à l'Ukraine.

Dans un troisième accord en **2010**, le président ukrainien pro-russe Ianoukovitch voulait obtenir de la Russie du **gaz à un prix avantageux**. En contrepartie, le président Medvedev et le premier ministre M. Poutine demandaient de **prolonger jusqu'en 2042** (alors qu'il n'était prévu que jusqu'en 2017) la durée de l'accord russo-ukrainien qui autorise le **stationnement contractuel de la flotte russe** à Sébastopol ainsi que le stationnement d'un contingent de quelques vingt-cinq mille militaires (marins, aviateurs, soldats d'infanterie) sur le territoire de la Crimée.

Sans oublier que le différentiel de puissance entre l'armée russe et l'armée ukrainienne est de 1 à 20, M. Faure en conclut que du point de vue de la sécurité, **l'Ukraine ne menaçait en rien** jusqu'à ce 24 février la Fédération de Russie. L'armée ukrainienne dispose actuellement d'environ trois cent mille militaires dans l'armée de terre, de l'air et maritime. Alors que la Russie peut disposer d'au moins neuf cent soixante mille militaires. Comment l'Ukraine pourrait-elle menacer la Russie ?

M. Faure s'attaque ensuite au deuxième objectif de Poutine qui veut **dénazifier** l'Ukraine alors qu'il n'y a pas de nazis. **L'Ukraine** n'est pas un pouvoir nazi car élue démocratiquement depuis 1991, avec une alternance tous les quatre ans. Cinq présidents différents ont été élus depuis. Et qu'en est-il de **la Russie** où, depuis l'an 2000, Poutine est resté au pouvoir ? Si on fait abstraction de l'intermède Medvedev, qui a été président de 2008 à 2012 pour assurer après son mandat, aux élections suivantes, le fauteuil présidentiel de nouveau à Poutine. Ce stratagème a été fait parce que la Constitution russe ne permettait pas au ressortissant d'être élu pour un troisième mandat consécutif. Maintenant Poutine a fait transformer la Constitution de la Fédération de Russie pour s'assurer de rester au pouvoir jusqu'en 2036.

Pourquoi Poutine prétend-il que le pouvoir à Kiev serait un **pouvoir fasciste et nazi** inspiré par les Etats-Unis ? Il y a deux raisons qui expliquent cette démarche de Poutine. D'un côté cela vient de l'importance du **récit historique**,

soviétique d'abord et russe aujourd'hui, sur la Deuxième Guerre mondiale qu'en Russie on nomme Grande Guerre patriotique. Dans ce discours, le **pouvoir russe oublie de dire** que pour l'Union soviétique, cette Grande Guerre patriotique a commencé le 26 juin 1941, quand l'Allemagne nazie a attaqué l'URSS. Mais du 23 août 1939 au 24 juin 1941, il existait le **pacte Ribbentrop-Molotov** et l'URSS de Staline était l'alliée de l'Allemagne de Hitler. Ces deux alliées se sont très bien entendues pour attaquer la Pologne et la partager entre elles. Et l'URSS tuait environ vingt-deux mille Polonais près de Katyn. Mais il est aussi clair que pour la Russie d'aujourd'hui, ce fut un lourd tribut d'environ **vingt-deux millions de Soviétiques qui moururent** pendant cette Deuxième Guerre mondiale. Or Poutine oublie de dire que dans ce chiffre, il y avait environ **8,6 millions d'Ukrainiens** qui servaient dans l'Armée rouge. Ce n'étaient pas des nazis car **ils combattaient le nazisme**.

Pourquoi Poutine insulte-t-il le gouvernement ukrainien d'être nazi ? C'est lié à **l'annexion de la Crimée à la Russie en 2014** que les Ukrainiens n'ont pas acceptée. A ce moment-là, l'armée ukrainienne était trop faible pour contrer les vingt-cinq mille soldats russes qui y étaient stationnés. Ainsi l'annexion s'est faite sans que l'armée ukrainienne oppose une grande résistance. Mais en même temps, le **peuple ukrainien s'est révolté** contre son président Ianoukovitch qui refusa fin 2013, sous la pression de Poutine et de Medvedev, de signer un accord d'association avec l'Union européenne. Le peuple ukrainien s'insurgeait contre cette mesure et il y eut en janvier-février 2014 **l'insurrection du Maidan**. Ianoukovitch donna l'ordre à sa police de tirer dans les manifestants et une centaine moururent. La **Rada**, le parlement ukrainien, **vota la destitution du président Ianoukovitch** qui fut exfiltré par hélicoptère vers la Russie. A ce moment-là, la Russie parla d'un coup d'État illégal en Ukraine alors que les procédures constitutionnelles ukrainiennes ont été appliquées à la lettre. Le président de la Rada devint le chef d'État intérimaire, avec pour seule obligation de préparer les prochaines élections présidentielles qui ont eu lieu en mai-juin 2014. Ce n'est qu'alors que le nouveau président Porochenko a envoyé l'armée ukrainienne contre les putschistes dans le Donbass. Ces séparatistes prétendaient que c'était une **insurrection contre Kiev** alors que tout avait été **préparé et organisé à Moscou**. L'insurrection dans le Donbass était conduite par des agents du FSB russe, dont Guirkin. Depuis 2014 jusqu'à aujourd'hui, l'Ukraine est en guerre dans le Donbass contre la Russie. Les deux républiques autoproclamées de Louhansk et Donetsk n'étaient pas armées avant. C'est l'armée russe qui est venue combattre pour elles et qui a amené ses équipements militaires. **Poutine** traite donc de nazi le pouvoir de Kiev parce qu'il dit que **2014 n'est pas une révolution mais un**

coup d'État illégal. Il traite donc de nazi le gouvernement ukrainien en place parce qu'il ne le supporte pas. Pour lui, Ianoukovitch serait le président légal qui aurait été renversé illégalement. C'est pourquoi il traite le pouvoir ukrainien de nazi.

Il y a eu en Ukraine seulement **deux groupes nazis** au début de l'indépendance du pays : le **parti Svoboda** (Liberté) et le **Secteur droit** (soutenu par l'oligarque Kolomoisky). Ce dernier a été très visible en 2014 lors du Maidan et dans la défense du Donbass, où il a été au côté de l'armée régulière dans la défense contre Moscou. Ces deux groupes avaient une idéologie d'extrême droite. Ils ont présenté des candidats aux élections de juin 2014 et ont fait respectivement 0,8 % et 1,8 % des suffrages exprimés, avec six députés pour le Secteur droit. **En Russie**, on voit par-contre de **grands partis d'extrême droite** encouragés par la rue et par le pouvoir en place. Ainsi, le parti libéral-démocrate de Russie de Jirinovski a trente-six députés à la Douma.

Avec son invasion militaire en Ukraine, Poutine poursuit un troisième objectif : **restructurer** ce pays. Mais M. Faure constate que depuis son indépendance, l'Ukraine n'a fait que se réformer et se restructurer démocratiquement, politiquement, économiquement et militairement. **Les Ukrainiens** construisent bel et bien **leur propre histoire**. Pendant la longue histoire de l'empire tsariste, l'Ukraine existait déjà, mais s'est toujours vu nié le droit à une existence étatique. Déjà l'impératrice russe Catherine II mit fin à **l'État cosaque** au 17e et 18e siècles en supprimant tous ses privilèges. C'est également **faux**, comme le prétend Poutine, de dire que **Kiev est la mère des villes russes**. Même si c'était la plus grande ville quand l'empire tsariste se formait aux 16e et 17e siècles. Kiev a été fondée au 9e siècle par les Varègues, des Vikings de Scandinavie alors que Moscou n'existait pas encore. Leur règne dura jusqu'au moment où les Mongols d'Asie centrale firent irruption et conquièrent le pays. Les origines russes de Kiev sont fausses et Poutine ne prend pas en compte la **forte politique de russification sous l'empire tsariste**. Cette russification se doublait d'une **répression de la langue et de la littérature ukrainienne**. Le principal poète **Taras Shevchenko** a été condamné par l'empire tsariste comme nationaliste. Il fut déporté dans un désert du Kazakhstan parce qu'il écrivait en ukrainien et voulait parler dans cette langue alors que les ministres de l'Éducation tsariste, notamment par des décrets en 1863, interdisaient l'enseignement et la publication en ukrainien. Sur la copie de la condamnation de Taras Shevchenko, le tsar lui-même avait écrit : « avec interdiction d'écrire et de peindre ». Mais avec son œuvre Kobzar, Shevchenko crée le début de la littérature ukrainienne.

M. Faure eut à répondre à plusieurs questions qui lui furent posées. La première consistait à expliquer si l'entrée, après 1991, de plusieurs pays de l'Europe de l'Est dans **OTAN a été vue comme une menace par la Russie** et la **cause de son agression militaire** en Ukraine. M. Faure expliqua que de 1945 à 1991, le **monde était bipolaire** avec d'un côté les États-Unis et de l'autre l'Union soviétique. Ces deux pôles régentaient tout dans leur propre camp. En 1991, ce monde bipolaire avait disparu et pendant dix années, les États-Unis se sont comportés comme s'ils étaient la seule grande puissance. Un ministre français des Affaires étrangères parla alors de « l'hyperpuissance américaine ». **L'indépendance des quinze républiques soviétiques** les amena à diminuer leur dépendance vis-à-vis de la Russie en nouant des contacts avec l'Union européenne, les États-Unis, les pays d'Asie et du Moyen Orient. Elles ont développé leur propre orientation, ce qui a fortement déplu à **Vladimir Poutine** qui se considère, dans son **rôle historique, comme le rassembleur des anciennes terres russes**, comme l'ont été avant lui Pierre le Grand et Joseph Staline. M. Faure insista sur le fait qu'il n'y a jamais eu de traité entre l'OTAN et la Russie qui stipulât que le pacte de l'OTAN ne pût s'élargir à l'est de l'Europe. Au nom de quoi les pays membres de l'OTAN refuseraient-ils à des pays sortis du camps ex-socialiste de rejoindre l'alliance atlantique ? **Ces pays restent libres de choisir l'OTAN** s'ils pensent assurer leur sécurité après quatre-vingts ans d'expérience de domination soviétique. Poutine et les responsables russes veulent interdire ces rapprochements car ils veulent que ces pays restent dans le giron russe avec une souveraineté limitée.

Or **l'OTAN a fait plusieurs propositions à la Russie** : un partenariat OTAN-Russie et ensuite un conseil de coopération OTAN-Russie. A chaque fois, la Russie a refusé, car lors de négociations sur des problèmes économiques, politiques, économiques et militaires l'état d'esprit des responsables russes consistait à dire toujours « **ce qui est à nous est à nous (Russes) et ce qui est à vous (Occidentaux) est négociable** ». Du coup, les États de l'Europe de l'Est ont adhéré à l'OTAN pour assurer leur propre sécurité. Dans ce sens, M. Faure considère que la France et l'Allemagne ont fait un **erreur en 2008** de ne pas accepter la **candidature de la Géorgie et de l'Ukraine** pour une adhésion à l'OTAN.

A la question pourquoi les diplomates n'ont pas réussi à empêcher la guerre en Ukraine, M. Faure répond que la diplomatie réside toujours dans la nécessité et l'obligation de parler à son adversaire ou à son ennemi. On a eu **deux accords**, l'un en **2005** et l'autre en **2014**. Tous les deux, signés à **Minsk**, prévoyaient la possibilité d'un règlement négocié dans la guerre du Donbass commencée par les Russes. Les **trois dispositions** essentielles de ces accords étaient d'abord l'obtention d'un cessez-le-feu par un retrait des deux parties

du front à une certaine distance l'une de l'autre, ensuite la nécessité d'élections libres et surveillées internationalement par l'OSCE dans les deux républiques séparatistes de Donetsk et de Lougansk. Mais les Russes ne voulaient pas de ces élections libres car ils voulaient les organiser eux-mêmes, comme en Crimée. Seuls seraient candidats ceux qui crient « Vive Poutine » et les élections se feraient en présence des soldats russes et non sous la supervision internationale de l'OSCE. La troisième disposition prévoyait que le parlement de Kiev établisse un statut particulier pour les deux entités séparatistes de Donetsk et de Lougansk au sein du Parlement ukrainien. Mais ces deux représentations ne pouvaient être constituées que s'il y avait des élections libres dans ces deux entités. Comme la Russie n'accepta pas ces élections, un statut particulier pour ces deux entités autoproclamées n'a jamais vu le jour.

Est-ce que **les sanctions contre la Russie** ont une influence et contraignent la Russie à faire marche arrière ? Pour M. Faure **ces sanctions sont de trois ordres**. Elles visent d'abord les personnalités politiques qui ont voté la reconnaissance par la Russie des territoires de Donetsk et Lougansk et le début et la continuité de la guerre contre l'Ukraine. Ces différents paquets de sanctions ont abouti à des conséquences pour la Russie qui est le seul État au monde où l'ensemble du personnel politique est sous sanction. La deuxième catégorie de sanctions prévoit de ralentir, voire d'arrêter le commerce avec la Russie, surtout le commerce qui fait tourner la production militaire russe (armes, missiles, obus). Il s'agit de la priver des matières premières pour les composants électroniques de l'industrie militaire. La troisième sorte de sanctions touche la grande distribution, les vivres et les médicaments. Pour l'instant, selon M. Faure l'effet de ces sanctions n'est pas trop perceptible sur le marché russe. Mais lors de l'établissement de ces sanctions, les Européens ont fait attention à **ne pas y intégrer les hydrocarbures** parce que certains États européens en sont très tributaires.

On remarque aussi qu'un bon nombre États de ce monde ne partagent pas les sanctions des Européens. C'est parce qu'ils sont dépendants des matières premières, de l'armement ou d'autres produits que leur vend la Russie. Est-ce que **Vladimir Poutine est un homme frustré** parce qu'il n'arrive pas à imposer aux Ukrainiens sa vue politique et veut pour cela les soumettre par les armes ? Poutine a dit, à plusieurs reprises, qu'il ne croit pas à l'existence d'un État ukrainien, d'une nation et d'un peuple ukrainien. **Bélarusses, Ukrainiens et Russes sont pour Poutine un seul et même peuple**, avec une seule et même langue et une seule et même culture. Il n'y a pour lui qu'un seul monde russe.

Poutine veut par l'agression contre l'Ukraine faire entrer ce pays dans le monde russe (russkiy mir). Il se **réfère à la conquête tsariste** qui, à partir de 1763, nommait ces territoires nouvellement conquis au sud-est de l'Ukraine et de la Crimée « **Nouvelle Russie** ». Et comme au temps des tsars et de Staline, Poutine expulse et déporte la population locale et y fait venir des **colons russes**. Quand il y a des Russes qui vivent dans ces territoires, les dirigeants russes peuvent dire qu'il faut protéger et défendre ces Russes qui s'y trouvent. A la question si l'Europe se trouve sur le chemin de la paix ou de la guerre avec la Russie, M. Faure rappelle le vieux dicton « Si vis pacem, para bellum » (**si tu veux la paix, prépare la guerre**). L'Europe se trouve dans cette phase en soutenant le combat des Ukrainiens car, pour M. Faure, Poutine fait sur le territoire de l'Ukraine la **guerre à l'Europe occidentale**. Il n'aime pas l'Ukraine car il ne peut pas supporter que ce peuple ait renvoyé l'ancien président Ianoukovitch qui était prédateur et corrompu. La révolution de couleur n'était pas pour Poutine une révolution mais un coup d'État préparé par la CIA et par les Etats-Unis. Mais pour M. Faure, il n'y avait pas besoin des Etats-Unis pour que le peuple ukrainien se soulève en 2004 et en 2014. Les Ukrainiens se sont soulevés tout seuls. Si l'Europe n'aide pas militairement l'Ukraine, on risque d'avoir un territoire ukrainien considérablement réduit. Et il faut que l'unité Europe-États-Unis s'inscrive dans la durée. En effet, chaque État a ses intérêts économiques et politiques qui ne sont pas nécessairement ceux des autres. A ce niveau, ce sont les intérêts qui comptent et non les amis.

Il faut surtout **aider l'Ukraine à résister** car, quand du côté russe on estimera qu'il faudra négocier, l'Ukraine devra se trouver en position de force et non en position de faiblesse. Et il ne faut pas accepter que la Russie occupe un quart, voire la moitié du territoire ukrainien. Il faut, selon les spécialistes militaires européens et américains, que les armes que reçoit l'Ukraine soient de plus en plus des armes offensives (blindés et artillerie) pour arrêter l'avancée russe. Comme les soldats ukrainiens devront s'exercer plusieurs semaines, voire des mois, aux nouvelles armes, le conflit durera longtemps.

Le président français E. **Macron** privilégie de téléphoner souvent à Vladimir Poutine parce qu'il est important pour lui de maintenir un canal de discussion ouvert pour être capable, plus tard, de négocier une sortie du conflit alors même que tous les coups de téléphone n'ont donné aucun résultat. Le président français demandait surtout la création de **couloirs humanitaires** dans les zones de combats pour évacuer les civils qui étaient pris au piège des combats, comme à Marioupol et à Kiev. Il y a eu cent soixante-douze demandes de création de couloirs humanitaires. Les Russes n'en ont accepté qu'une dizaine. Dans certains cas, ces évacuations ont tourné au **drame** car,

comme le fait souvent l'armée russe, elle bombarde les convois alors qu'elle avait donné un laissez-passer.

Selon Macron, **Poutine reste coincé dans son récit historique** et vit dans son propre monde. Alors qu'il a été ancien espion du KGB, il n'arrive pourtant pas à se faire une idée juste du monde actuel. Il n'arrive pas à voir la réalité. Il s'est enfoncé dans cette guerre contre l'Ukraine, croyant aux **rapports** qu'ont fait les **agents spéciaux du FSB**, notamment le commandant du 5^{ème} directeur des services secrets, le général Bessama. Celui-ci avait produit un tas de rapports préalables où il spécifiait que les troupes russes allaient être accueillies comme des libérateurs par des russophones qui leur offriraient des fleurs. Ceux-ci ne supporteraient plus de vivre sous la dictature du régime nazi ukrainien. Or, ces fiches des services spéciaux ne correspondaient pas à la réalité. Et Poutine, les généraux et leur armée ont été surpris par le **patriotisme ukrainien** dont faisaient preuve les habitants des territoires occupés. Au début de l'agression, huit corps d'armée russe étaient disposés sur tout le pourtour de l'Ukraine. Ils avaient comme plan de bataille de converger vers la capitale pour procéder à un changement de régime à Kiev. C.-à-d. de saisir le président Zelenski et son gouvernement et de les remplacer par un gouvernement ouvert aux exigences de Moscou. Mais c'était assez naïf de la part de Poutine de croire que la population ukrainienne allait accueillir de nouveau l'ancien président Ianoukovitch que les Ukrainiens avaient chassé lors de la révolution du Maidan.

Malgré les combats, il y a eu des délégations russes et ukrainiennes qui se sont rencontrées régulièrement et dont les échanges n'ont pas abouti à grand-chose si ce n'est à des échanges de prisonniers.

En 2012, le président Ianoukovitch fit voter une loi ukrainienne qui proclamait **l'Ukraine un état hors-bloc**. Elle n'était donc ni candidate à une union avec Moscou ni candidate à l'OTAN. Or, quand la Crimée fut occupée par la Russie en 2014, ce « statut hors bloc » n'a pas protégé l'Ukraine. En effet, par les **accords de 1994, 1997 et 2010, la Fédération de Russie** s'était à chaque fois engagée à respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine dans ses frontières reconnues et à s'abstenir de l'usage de la force pour contraindre la politique du gouvernement ukrainien. Comme ces trois accords ne les ont pas préservés de l'agression russe du 24 février, il est clair que les Ukrainiens n'ont aucune envie de se lancer dans un autre accord de ce genre.

M. Faure insista pour expliquer que les citoyens russes vivent dans un régime où il n'y a pas d'opposition démocratique qui puisse s'exprimer. Dès qu'il y a une tête d'opposition éventuelle qui apparaît, le pouvoir de Poutine se

débrouille pour la condamner à de longues peines de prison (M. Navalny) ou de la faire tuer (Boris Nemtsov). La population russe **n'a pas accès à une presse pluri-partisane**. Ce n'est que par l'intermédiaire des quatre chaînes télévisées publiques qui déversent à longueur de journée leurs informations et qui ne font que soutenir le régime en place, que les Russes sont informés. Le meilleur exemple est l'information des médias russes selon laquelle la Russie ne mène pas une guerre contre l'Ukraine mais une « **opération militaire spéciale** ». Ceux qui parlent de guerre en Russie risquent **l'emprisonnement de trois à quinze ans**. Certains citoyens russes prétendent toujours ne pas savoir que leur armée est en guerre en Ukraine. Il n'y a que les plus jeunes, plus habiles sur leurs réseaux sociaux, qui savent que la Russie mène une guerre en Ukraine. Beaucoup de ces jeunes ont déjà quitté la Russie.

Dans la première phase de la guerre, **les Etats-Unis** ont affirmé vouloir aider les Ukrainiens à se défendre contre l'agression ; ensuite, ils ont dit vouloir empêcher l'appareil militaire russe de continuer à produire tout le matériel militaire dont se sert la Russie pour attaquer l'Ukraine. Depuis le 24 février 2022, un autre objectif s'est ajouté pour les Américains : ils veulent affaiblir l'armée et l'industrie russes pour que ce pays ne puisse se permettre d'attaquer encore d'autres pays comme elle vient d'attaquer l'Ukraine. Du **côté européen**, on veut clairement défendre l'Ukraine sans vouloir complètement rompre avec la Russie. On espère à un moment donné pouvoir de nouveau rediscuter avec la Russie du contexte de sécurité en Europe que l'administration Trump avait complètement écarté en sortant de tous les accords de désarmement. Mais les Russes étaient déjà sortis de leur côté aussi. Pour les Européens, il est important de pouvoir rediscuter de la reprise de relations sociales, politiques et économiques à condition cependant que l'État russe cesse d'être un État agresseur.

M. Faure tient à rappeler les intérêts de Poutine à **revenir à un monde bipolaire** parce qu'il ne supporte pas le monde unipolaire que les Américains tenteraient d'imposer. Il veut un monde multipolaire dans lequel le dialogue Russie-Etats-Unis redevienne ce qu'il était au temps de la guerre froide et que M. Pompidou avait qualifié de « condominium », une sorte de statut où Moscou et Washington agissent en égaux et comme interlocuteurs principaux. Mais, selon Faure, Poutine a perdu ce statut d'interlocuteur égal avec Washington. Aujourd'hui vient s'ajouter la puissance de **la Chine** qui a un rôle tout à fait ambigu en s'abstenant de condamner l'agression russe en Ukraine. Lors de l'inauguration des Jeux olympiques d'hiver, les dirigeants russe et chinois ont donné un aperçu de leur vision du monde qui **ne correspond pas à celle du monde occidental**. Ils veulent un monde avec plusieurs pôles

d'équilibre dont le leur. Le journal chinois « Quotidien du peuple » a publié dernièrement une interview avec le ministre ukrainien des affaires étrangères M. Dmytro Kuleba, où celui-ci disait que la Russie était un État agresseur pour l'Ukraine et qu'à la fin de la guerre, les Ukrainiens voulaient participer à la construction d'un monde pacifique et démocratique. Bien que ne correspondant pas à la vision chinoise, ces dires de M. Kuleba ont été publiés. M. Faure a insisté pour dire que **la paix passera sûrement aussi par la population russe** qui soutient toujours la façon de Poutine d'opérer dans les quatre guerres qu'il a menées (deuxième guerre en Tchétchénie, guerre contre la Géorgie, guerre en Syrie, guerre contre l'Ukraine). A chaque fois, sa popularité a grandi. Mais cette fois-ci, quand la population va sentir concrètement les effets des sanctions économiques des Européens, il y aura des moments où les Russes vont **demandeur des comptes à Poutine**. M. Faure voit dans **la crise des fusées nucléaires à Cuba en 1962 un parallèle** avec la guerre russe contre l'Ukraine. Pour obtenir son but, Nikita Khrouchtchev avait alors fait le chantage de ces fusées nucléaires qui faillit mal tourner pour l'Amérique de John Fitzgerald Kennedy. De son côté, pendant cette crise, le président Charles de Gaulle fit dire à l'ambassadeur russe que dans ces conditions « ils mourraient ensemble ». Or en 1964, les généraux soviétiques reprochèrent à Khrouchtchev d'avoir pris des risques trop grands et lui « proposaient » de se retirer de la politique. Les généraux militaires et les responsables du FSB russes pourraient dans un futur proche, comme lors de la crise de Cuba, proposer à Poutine de se retirer car il affaiblit trop l'armée russe et le développement du complexe militaro-industriel. M. Faure termina sa conférence sur la possibilité que cette guerre contre l'Ukraine puisse signifier, à terme, **le retrait de Poutine** comme cela avait été le cas pour Khrouchtchev en 1964.